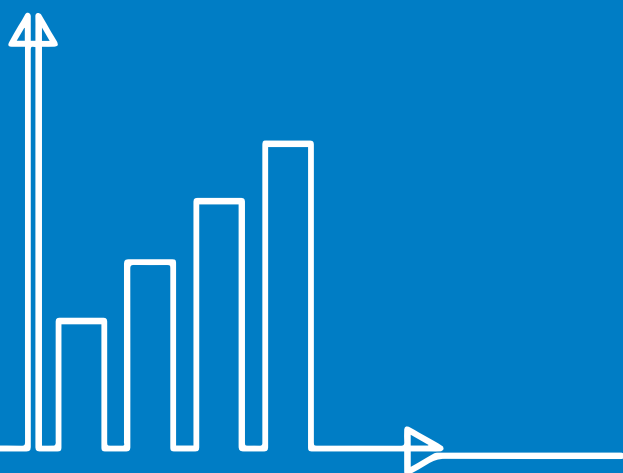


RAPPORT FINANCIER

Au 30 juin 2021



SAHAM
Assurance

member of  **Sanlam** group

| Comptes semestriels | au 30 Juin 2021

Lecture des agrégats majeurs

Chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires de SAHAM Assurance a progressé de +8,1% par rapport à Juin 2020 pour atteindre 3 143 MDH à la fin du premier semestre 2021. Cette croissance est due aux bonnes performances Vie et Non Vie.

En effet, le chiffre d'affaires semestriel de l'activité Vie s'établit à 507 MDH et enregistre une hausse de 14,7% par rapport à juin 2020, sous l'effet de la reprise de l'activité bancassurance.

Le chiffre d'affaires semestriel de l'activité Non Vie quant à lui s'élève à 2 635.6 MDH, en hausse de 6,9% par rapport à fin juin 2020.

Résultat net part du Groupe :

Le résultat net part du groupe a enregistré une augmentation de +469,4 % passant de -104 MDH au 30 Juin 2020 à 384.1 MDH au 30 Juin 2021, sous l'effet de la reprise des marchés financiers.

Consolidation des fonds propres :

Renforcement des fonds propres et réalisation d'un résultat net part du groupe de l'ordre de 384.1 MDH.

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1.1 Informations générales et faits marquants du 1^{er} semestre 2021

1.1.1 Informations générales

• Compagnie marocaine d'assurance et filiale de SANLAM Group, la société SAHAM Assurance est cotée sur le marché principal de la bourse de Casablanca depuis 2010,

• Le siège social de la société SAHAM Assurance est situé au 216, bd Mohamed ZERKTOUNI 20000 Casablanca.

1.1.2 Faits marquants de l'exercice

• Les états financiers consolidés et les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 31 Août 2021.

1.2 Principes de préparation des comptes consolidés

Les sociétés du groupe SAHAM Assurance sont consolidées sur la base des états de synthèse arrêtés au 30 Juin 2021.

1.2.1 Contexte de l'élaboration des états financiers consolidés au 30 Juin 2021 et au 30 Juin 2020

En application des dispositions de la circulaire n°06/05 de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux AMMC relative à la publication et à la diffusion d'informations financières par les personnes morales faisant appel public à l'épargne, les états financiers consolidés de SAHAM Assurance au titre de l'exercice clos le 30 Juin 2021 ont été établis selon les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board) applicables au 31 décembre 2014 telles qu'adoptées dans l'Union Européenne (UE). Pour les besoins de comparaison, les états financiers 2021 reprennent les éléments de 2020.

L'ensemble des nouvelles normes, interprétations ou amendements publiés par l'IASB et d'application obligatoire dans l'Union Européenne dès le 1^{er} janvier 2013, ont été appliqués.

1.2.2 Conformité aux normes comptables

Les états financiers consolidés de SAHAM Assurance ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) adoptées dans l'UE (Union européenne) et obligatoires au 31 décembre 2014 et qui ne présentent, dans les états financiers présentés, aucune différence avec les normes comptables publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board).

1.3 Principes et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les états financiers de SAHAM Assurance et de ses filiales significatives. Les filiales désignent les entreprises pour lesquelles SAHAM Assurance, a directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les activités pertinentes afin de pouvoir tirer des avantages de ces activités (« contrôle »).

Une filiale est significative dès lors qu'elle dépasse trois des quatre seuils suivants :

- Total actif : 0,5 %
- Capitaux propres : 0,5 %
- Résultat : 1 %
- Chiffre d'affaires : 0,5 %

En plus, de ces critères quantitatifs, il est retenu un critère subjectif lié à la notion d'investissement stratégique ou non pour SAHAM Assurance. De ce fait, même si une société ne dépasse pas trois des quatre seuils de signification, elle peut être intégrée dans le périmètre de consolidation car jugée comme activité stratégique.

Les sociétés sur lesquelles SAHAM Assurance exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires ou une influence notable sont consolidées suivant la méthode de la mise en équivalence. Les pertes de valeur additionnelles sont seulement comptabilisées quand SAHAM Assurance a une obligation de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise.

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle SAHAM Assurance en a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes. Lorsque la date de clôture des états financiers des filiales est différente de la date de clôture de la société mère, des ajustements sont effectués pour prendre en compte les effets des transactions et autres événements importants qui se sont produits entre ces dates et la date des états financiers de la mère. La différence entre les dates ne doit pas être supérieure à trois mois.

1.4 Règles et méthodes d'évaluation

1.4.1 Contrats émis par la compagnie

1.4.1.1 Classification et mode de comptabilisation

Il existe deux catégories de contrats émis par SAHAM Assurance :

- Les contrats d'assurance et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire qui relèvent de la norme IFRS 4 ;
- Les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire, qui relèvent de la norme IFRS 9.

a) Contrats d'assurance

Un contrat d'assurance est un contrat selon lequel une partie, l'assureur, accepte un risque d'assurance significatif d'une autre partie, le titulaire de la police, en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié, l'événement assuré, affecte de façon défavorable le titulaire de la police. Un risque d'assurance est un risque, autre que le risque financier, transféré du titulaire d'un contrat à l'émetteur. Ce risque est significatif dès lors qu'un événement assuré peut obliger un assureur à payer des prestations complémentaires significatives quel que soit le scénario, à l'exception des scénarios qui manquent de substance commerciale.

Les pratiques comptables existantes relatives aux contrats relevant de la norme IFRS 4 continuent à être appliquées, à l'exception des provisions d'égalisation telles que définies par la norme IFRS 4 et sous réserve que les provisions ainsi déterminées soient conformes au test d'adéquation des passifs prescrit par les normes internationales (voir note 1.4.1.2.d).

(b) Contrats financiers

Les contrats qui ne répondent pas à la définition d'un contrat d'assurance telle que décrite précédemment, sont classés en contrats financiers.

Les contrats financiers se décomposent en deux catégories : les contrats financiers avec et sans participation aux bénéfices discrétionnaires.

Une clause de participation discrétionnaire est définie comme étant le droit contractuel détenu par un souscripteur de bénéficier d'un versement supplémentaire ou d'une autre prestation dont le montant ou l'échéance est entièrement ou partiellement à la discrétion de l'assureur et dont la valorisation est fondée soit sur la performance d'un ensemble de contrats ou d'un contrat déterminé, soit sur le profit ou la perte de l'assureur, d'un fonds ou de toute autre entité ayant émis le contrat, soit sur les rendements de placements réalisés et/ou latents d'un portefeuille spécifiés détenus par l'émetteur.

Les méthodes comptables relatives aux contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire sont identiques à celles des contrats d'assurance, décrites précédemment. Les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire sont traités conformément aux modalités d'évaluation, décrites dans la note 1.4.1.3

1.4.1.2. Classification et mode de comptabilisation

(a) Primes

Les primes émises correspondent aux émissions hors taxes brutes de réassurance, nettes d'annulations, de réductions et de ristournes, de la variation des primes à émettre et de la variation des primes à annuler.

Les primes émises ajustées de la variation des provisions pour primes non acquises, dont la définition est donnée ci-dessous, constituent les primes acquises.

(b) Charges des prestations des contrats

Les charges des prestations des contrats d'assurance comprennent essentiellement les prestations et frais payés et la variation des provisions de sinistres et des autres provisions techniques.

Les prestations et frais payés correspondent aux sinistres réglés nets des recours encaissés de l'exercice et aux versements périodiques de rentes. Ils incluent également les frais et commissions liés à la gestion des sinistres et au règlement des prestations. Les charges des prestations des contrats d'assurance Vie et des contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire regroupent :

- L'ensemble des prestations dès lors qu'elles ont fait l'objet d'un règlement au bénéficiaire ;
- Les intérêts techniques et participations aux bénéfices pouvant être inclus dans ces prestations ;
- L'ensemble des frais supportés par la société d'assurance dans le cadre de la gestion et du règlement des prestations.

Elles comprennent également la participation aux bénéfices et la variation des provisions d'assurance Vie et des autres provisions techniques.

(c) Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurances

Les provisions techniques relatives aux contrats d'assurance sont calculées conformément aux exigences réglementaires.

Provisions pour primes non acquises

Les provisions techniques pour primes non acquises correspondent à la part des primes qui se rapportent à la période comprise entre la date d'inventaire et la prochaine échéance du contrat. Elles sont calculées au prorata temporis.

Provisions pour sinistres à payer

Les provisions pour sinistres à payer représentent l'estimation, nette des recours à encaisser, du coût de l'ensemble des sinistres non réglés à la clôture de l'exercice, qu'ils aient été déclarés ou non. Elles incluent également un chargement pour frais de gestion.

En risque construction, hormis les provisions pour sinistres à payer (déclarés ou non encore déclarés), il est constitué, séparément pour les garanties décennales de responsabilité civile et pour les garanties décennales de dommages ouvrage, une provision pour sinistres non encore manifestés.

Les provisions sont appréciées en fonction de la nature des risques spécifiques couverts, notamment les risques agricoles et climatiques ainsi que ceux qui présentent un fort caractère de saisonnalité.

Provisions mathématiques

Les provisions mathématiques correspondent à la différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et les assurés en tenant compte des probabilités de réalisation de ces engagements. Les provisions mathématiques s'inscrivent au passif du bilan à leur valeur technique brute de réassurance et de frais d'acquisition reportés.

Aucune provision pour aléas financiers n'est constatée dès lors que les provisions mathématiques ont été constituées sur la base de taux d'actualisation au plus égaux aux taux de rendement prévisionnels, prudemment estimés, des actifs affectés à leur représentation.

Provision pour participation aux bénéfices

La provision pour participation aux bénéfices se compose d'une provision pour participation aux bénéfices exigible et d'une provision pour participation aux bénéfices différée.

La provision pour participation aux bénéfices exigible comprend les montants identifiables, issus d'obligations réglementaires ou contractuelles, destinés aux assurés ou aux bénéficiaires des contrats sous la forme de participation aux bénéfices et de ristournes, dans la mesure où ces montants n'ont pas été crédités au compte de l'assuré ou inclus dans le poste « Provisions techniques Vie ».

La provision pour participation aux bénéfices différée comprend :

- La provision pour participation aux bénéfices inconditionnelle, qui est enregistrée quand une différence est constatée entre les bases de calcul des droits futurs dans les comptes individuels et dans les comptes consolidés ;
- La provision pour participation conditionnelle, qui est relative à la différence de droits constatés entre les comptes individuels et les comptes consolidés et dont l'exigibilité dépend d'une décision de gestion ou de la réalisation d'un événement.

Au cas particulier du retraitement dans les comptes consolidés de la réserve de capitalisation, une provision pour participation aux bénéfices différée est déterminée lorsque les hypothèses de gestion Actif/Passif démontrent une reprise probable et durable du stock de réserve de capitalisation. SAHAM Assurance n'a pas constaté de participation aux bénéfices différée sur le retraitement de la réserve de capitalisation.

Application de la comptabilité reflet

Concernant les contrats dit participatifs, SAHAM Assurance a décidé d'appliquer la comptabilité reflet (« shadow accounting »), qui vise à répercuter sur la valeur des passifs d'assurance, des frais d'acquisition reportés et des immobilisations incorporelles liées aux contrats d'assurance, les effets de la prise en compte des plus et moins-values latentes des actifs financiers évalués en juste valeur.

La participation aux bénéfices différée qui résulte est comptabilisée en contrepartie de la réserve de réévaluation ou du résultat selon que la prise en compte de ces plus et moins-values aura été effectuée dans cette réserve ou au compte de résultat.

L'application de la comptabilité reflet est réalisée à partir d'un taux de participation aux bénéfices estimé et appliqué aux plus et moins-values latentes. Ce taux est obtenu à partir de l'application des conditions réglementaires et contractuelles du calcul de la participation aux bénéfices observé au cours des trois dernières années. Il convient toutefois de noter que cette estimation s'applique exclusivement aux plus et moins-values latentes afférentes à des actifs en représentation de provisions techniques relatives à des contrats incluant une clause de participation aux bénéfices discrétionnaire.

Autres provisions techniques

- Provisions mathématiques de rentes

Les provisions mathématiques de rentes représentent la valeur actuelle des engagements de l'entreprise en ce qui concerne les rentes et accessoires de rentes mis à sa charge.

- Provision globale de gestion

La provision de gestion est constituée lorsque pour une famille homogène de produits, les marges futures déterminées pour les besoins du calcul des frais d'acquisition reportés sont négatives.

(d) Test des suffisances des passifs

Un test d'adéquation des passifs visant à s'assurer que les passifs relevant de la norme IFRS 4 sont suffisants au regard des estimations actuelles de flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance est réalisé à chaque arrêté comptable. Les flux de trésorerie futurs résultant des contrats prennent en compte les garanties et options qui y sont attachées.

Le cas échéant, et pour les besoins de ce test, les passifs d'assurance sont diminués des coûts d'acquisition reportés et des valeurs de portefeuille constatées lors de regroupement d'entreprises ou de transferts de contrats s'y rapportant. En cas d'insuffisance, les pertes potentielles sont comptabilisées en intégralité en contrepartie du résultat. Ce test est effectué une fois par an et au niveau de chaque entité consolidée selon la méthode de Best Estimate.

1.4.1.3 Evaluation des contrats financiers relevant de la norme IFRS 9

Les passifs relatifs à des contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire doivent être comptabilisés selon le principe de la comptabilité de dépôt. Ainsi, les primes perçues et les prestations sont comptabilisées au bilan. Les chargements et les frais de gestion des contrats sont enregistrés au résultat. Les revenus non acquis sont étalés sur la durée estimée du contrat.

Cette catégorie inclut principalement des contrats en unités de compte et des contrats indexés qui ne répondent à la définition de contrats d'assurance et de contrats financiers avec participation discrétionnaire. Les engagements afférents à ces contrats sont évalués à la valeur vénale de l'unité de compte à l'inventaire.

Les coûts accessoires directement liés à la gestion des placements d'un contrat financier sont comptabilisés à l'actif s'ils peuvent être identifiés séparément et évalués de manière fiable et s'il est probable qu'ils seront recouverts. Cet actif qui correspond au droit contractuel acquis par SAHAM Assurance sur les bénéfices résultant de la gestion des placements et amorti sur la durée de cette gestion et de façon symétrique avec la comptabilisation du profit correspondant.

1.4.1.4 Opérations de réassurance

(a) Acceptations

Les acceptations en réassurance sont comptabilisées traitées par traités sans décalage sur la base d'une appréciation des affaires acceptées. Ces opérations sont classées selon les mêmes règles que celles qui sont décrites à propos des contrats d'assurance ou des contrats financiers dans la note 1.4.1.1. Classification et mode de comptabilisation. En l'absence d'informations

suffisantes de la part de la cédante, des estimations sont effectuées.

Un dépôt actif est enregistré pour le montant de la contrepartie donnée aux cédants et rétrocédants.

(b) Cessions

Les cessions en réassurance sont comptabilisées en conformité avec les termes des différents traités et selon les mêmes règles que celles décrites dans la note 1.4.1.1 relative aux contrats d'assurance et aux contrats financiers. Un dépôt passif est enregistré pour le montant de la contrepartie reçue des cessionnaires et rétrocessionnaires.

1.4.2 Classification et évaluation des instruments financiers sous IFRS 9

Pour rappel, l'IASB a publié des amendements autorisant les compagnies d'assurances soumises à l'application de l'IFRS 17, de reporter l'adoption de l'IFRS 9 jusqu'en 2021, concomitamment avec l'IFRS 17. Toutefois, le groupe SAHAM Assurance Maroc a choisi l'application de la norme IFRS 9 dans ses comptes consolidés à compter du 1er Janvier 2019.

La norme IFRS 9 permet une première application de manière rétrospective, sans retraitement de la période comparative par dérogation aux principes de la norme IAS 8. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de retraiter les comptes de l'exercice 2018.

Le groupe SAHAM Assurance Maroc a opté pour cette application. Ce qui conduit à présenter le bilan d'ouverture au 01/01/2019 comme si la norme IFRS 9 avait toujours été appliquée.

Rappel du contexte :

La norme IFRS 9 porte sur les instruments financiers et vient remplacer la norme IAS 39. La norme IFRS 9 introduit :

- un nouveau modèle de classification et d'évaluation des instruments financiers,
- un nouveau modèle de dépréciation, prospectif, fondé sur les « pertes attendues »,
- une comptabilité de couverture simplifiée et alignée sur la gestion des risques des entités.
- La norme IFRS 9 ne prévoit pas de changement de classification des passifs financiers par comparaison à IAS 39.

Classification et évaluation des actifs financiers :

L'IFRS 9 introduit une approche unique de classification pour tous les actifs financiers, soit au coût amorti, soit à la juste valeur. Deux critères doivent être considérés pour déterminer comment les actifs financiers doivent être classés et évalués :

- le business model de l'entité pour la gestion des actifs financiers,
- les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier « Test SPPI ».

Ainsi, trois modèles économiques sont distingués selon l'objectif de détention des actifs financiers :

- **HTC – Held to collect** : détention uniquement pour encaisser des flux de trésorerie contractuels,
- **HTC&S – Held to collect & sale** : détention pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et vendre les actifs financiers,
- **Autres / HFS – Held for sale** : détention dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques précédents.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse du modèle de classification de la norme IFRS 9 et des options retenues par le Groupe :

Instruments financiers	Classification		Valorisation		Dépréciation sous IFRS9
	Ancien modèle (IAS 39)	Nouveau modèle (IFRS 9)	Ancien modèle (IAS 39)	Nouveau modèle (IFRS 9)	
Obligations et autres titres à revenu fixe	Actifs détenus jusqu'à échéance (HTM)	Actifs financiers détenus pour encaisser des flux de trésorerie contractuels (HTC)	Coût amorti	Coût amorti*	OUI
Actions cotées et non cotées et autres titres à revenu variable	Actifs disponibles à la vente (AFS)	Actifs financiers détenus à la fois pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et éventuellement les vendre (HTC&S)	Juste valeur par OCI recyclable	Juste valeur par résultat	NON
Fonds de placement-OPCVM	Actifs disponibles à la vente (AFS)	Actifs financiers détenus à la fois pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et éventuellement les vendre (HTC&S)	Juste valeur par OCI recyclable	Juste valeur par résultat	NON
Titres détenus pour des fins de transaction	Actifs de transaction	Détention dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques précédents	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	NON

* Sauf pour les actifs dont le test SPPI est non satisfaisant, ils sont valorisés à la juste valeur par résultat.

La juste valeur d'un actif est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente de cet actif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les modèles de valorisation à la JV restent ainsi identiques à ceux sous IAS 39.

La classification de la juste valeur par niveau hiérarchique est ventilée sur trois niveaux :

- Niveau 1 : Evaluation sur la base d'un prix de marché
- Niveau 2 : Evaluation sur la base d'un modèle mathématique ou transaction comparable
- Niveau 3 : Evaluation interne

En milliers de dirhams

	30/06/2021				31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions cotées et titres assimilés - JV par résultat	4 093 963			4 093 963	3 835 535			3 835 535
Actions non cotées et titres assimilés - JV par résultat		697 802		697 802	688 385			688 385
Obligations du secteur privé - JV par résultat	49 508			49 508	55 729			55 729
Bons du trésor - JV par résultat				-				-
Fonds de placements - JV par résultat	6 971 675			6 971 675	6 331 447			6 331 447
Total actifs financiers à la juste valeur	11 115 146	697 802		11 812 948	10 222 711	688 385		10 911 096

Dépréciation des actifs financiers et des créances douteuses :

La phase 2 de la norme IFRS 9 propose un nouveau modèle de dépréciation qui se base sur l'estimation des « Pertes attendues », en intégrant des données prospectives afin d'apprécier les probabilités de défaut.

Une matrice de provision basée sur les taux de défaillance observés dans le passé et ajustée pour prendre en compte les informations prospectives est utilisée pour évaluer le montant des pertes attendues sur créances.

Les primes contentieuses et les créances individuellement significatives sont analysées au cas par cas.

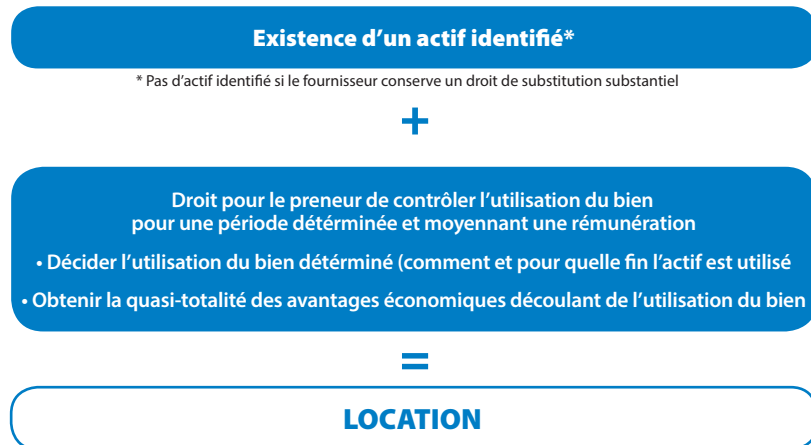
Application au 1^{er} Janvier 2019 :

Les nouvelles dispositions relatives à la phase 2 dépréciations sont appliquées selon la méthode rétrospective. Par conséquent les impacts IFRS 9 chez le groupe SAHAM Assurance Maroc au 01/01/2019 ont été comptabilisés en contrepartie des réserves.

1.4.3 Contrats de location

La norme IFRS 16 - Contrats de locations, publiée le 13 Janvier 2016, remplace la norme IAS 17, IFRIC 4, SIC 15 & 27. La date d'application de la norme IFRS 16 est effective pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Application anticipée autorisée pour s'aligner avec la date d'application de la norme IFRS 15.

Selon l'IFRS 16, il y a un contrat de location lorsque le bailleur ne garde plus un droit de substitution substantiel d'une part et d'autre part, le preneur acquiert le droit de contrôler l'utilisation de l'actif pendant une période donnée en échange d'une contrepartie :



Les composantes locatives et non locatives sont comptabilisées séparément :

- La norme IFRS 16 s'applique à la composante locative
- D'autres normes s'appliquent à la composante non locative

Les preneurs peuvent faire le choix par catégorie de bien sous-jacent de comptabiliser les composantes locatives et non locatives en tant que contrat de location. En pratique, le groupe n'applique pas cette mesure de simplification.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.

Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Méthode de transition :

SAHAM Assurance Maroc a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée pour laquelle le droit d'utilisation est la valeur comptable considérant comme si la norme avait été appliquée depuis la date de commencement et les paiements de location à l'ouverture étant actualisés en utilisant la date d'emprunt supplémentaire du preneur à la date de la première application (1er Janvier 2019).

Par conséquent, l'impact FTA de la norme IFRS 16 est comptabilisé en capitaux propres.

SAHAM Assurance Maroc a opté pour les deux exemptions rendues possible par la norme :

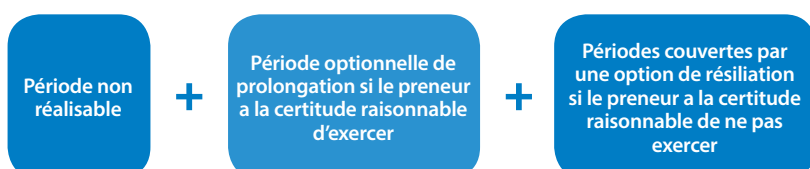
- Contrat de location relatif à des biens de faible valeur.
- Contrat de location ayant une durée inférieure à un an.

Comptabilité du preneur : Comptabilisation, évaluation et présentation

Étapes	Description
Comptabilisation et évaluation initiale	Initialement comptabilisation d'un droit d'utilisation de l'actif et d'un passif de location à la valeur actualisée des paiements de loyers. L'actif de droit d'utilisation est ajusté des prépaiements de loyers, avantages reçus, coûts directs initiaux engagés par le preneur, estimations des coûts de restauration, démantèlement et de démantèlement
Évaluation ultérieure du droit d'utilisation et du passif de location	Le droit d'utilisation de l'actif est amorti conformément à la norme IAS 16 Immobilisations corporelles. Le preneur augmente le passif lié au contrat de location afin de refléter les intérêts et réduire le passif des paiements de loyers effectués
Présentation du droit d'utilisation dans les états financiers	Séparément des autres actifs (non pris en location), ou avec les actifs sous-jacents correspondants en détaillant en annexe les postes contenant les actifs de droit d'utilisation. Charges d'amortissement en frais généraux
Présentation du passif de location dans les états financiers	Séparément des autres passifs, ou avec ces autres passifs et communication en annexe des postes contenant les passifs de location. Charges d'intérêts en Produit Net Bancaire

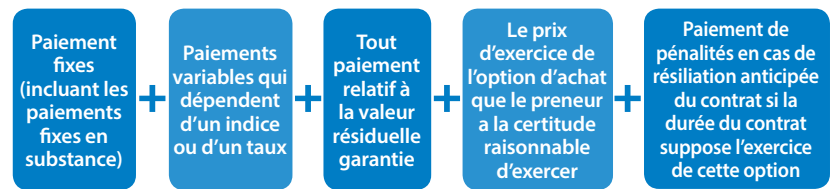
Durée du contrat de location :

En ce qui concerne la durée de location, elle est synthétisée comme suit :



Passif de location :

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée de :



L'évaluation ultérieure du passif de location correspond aux situations nécessitant une réévaluation du contrat ainsi que leur impact :

- Changement dans l'évaluation initiale de la durée de la location ou des options d'achat/résiliation :
 - Révision du contrat de location en utilisant les nouvelles données
 - Révision du taux d'actualisation
- Changements dans les indices ou les taux affectant les paiements :
 - Révision du contrat de location en utilisant les nouvelles données
 - Taux d'actualisation inchangé

1.4.4 Immeubles de placement :

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou bien profiter des deux. Un immeuble de placement génère des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs détenus par l'entreprise, contrairement à la production ou la fourniture de biens ou de services constituant l'objet principal de l'utilisation d'un bien immobilier occupé par son propriétaire.

Valorisation :

- Le modèle de la juste valeur : Selon ce modèle, les immeubles de placement sont réévalués à la fin de chaque période de reporting. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat lorsqu'elles se produisent. « La juste valeur est le prix auquel le bien pourrait être échangé entre des parties bien informées et consentantes dans une transaction sans lien de dépendance, sans déduction des coûts de transaction (voir IFRS 13) ».
- Le modèle du coût : Selon ce modèle, les immeubles de placement sont évalués au coût moins l'amortissement cumulé et les pertes de valeur cumulées. La juste valeur est indiquée en annexe. Les gains et pertes sur cession sont comptabilisés en résultat.

N.B. : Seul le passage du modèle du coût au modèle de la juste valeur est possible.

Option retenue :

Le groupe SAHAM assurance Maroc a procédé au changement de la méthode de valorisation de ses immeubles de placement, en passant du modèle du coût au modèle de la juste valeur en 2019.

1.4.5 IFRIC 23 :

La présente interprétation apporte des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions de l'IAS 12 en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

L'entité doit alors comptabiliser et évaluer l'actif ou le passif d'impôt exigible ou différé en appliquant les dispositions de IAS 12, en fonction du bénéfice imposable (de la perte fiscale), des bases fiscales, des pertes fiscales non utilisées, des crédits d'impôts non utilisés et des taux d'impôt déterminés selon la présente interprétation.

COMMUNICATION FINANCIÈRE DE SAHAM ASSURANCE MAROC AU 30 JUIN 2021



NOTE 6 : INFORMATION SECTORIELLE

Information sectorielle par secteur d'activité

En milliers de dirhams

	30/06/2021				31/12/2020			
	ASSURANCE	AUTRES ACTIVITÉS HORS ASSURANCE	ÉLIMINATIONS INTRA-GROUPE ET AUTRES RETRAITEMENTS	TOTAL	ASSURANCE	AUTRES ACTIVITÉS HORS ASSURANCE	ÉLIMINATIONS INTRA-GROUPE ET AUTRES RETRAITEMENTS	TOTAL
Chiffre d'affaires	3 109 406	44 238	-10 991	3 142 653	5 125 954	108 079	-25 412	5 208 621
Résultat d'exploitation	656 720	2 231	-45 829	613 122	163 318	-55 470	80 758	188 606
Quote part dans les résultats des entreprises associées ou co-entreprises		1 562		1 562		6 776		6 776
Charge ou produit d'is	-236 042	-4 194	8 822	-231 414	-18 384	-16 851	36 847	1 612
Résultat net	420 678	-10 657	-25 958	384 063	144 574	-93 581	147 173	198 166
Capitaux propres	4 154 681	1 866 177	-988 172	5 032 686	3 818 451	1 882 198	-969 411	4 731 237
Dettes de financements	4 868	26 448	0	31 316	4 868	20 448	0	25 316
Placements	16 680 580	513 287	-2 429 836	14 764 031	16 045 694	517 411	-2 510 014	14 053 091
Amortissements d'actifs corporels et incorporels	-699 818	-219 652	-521 710	-1 441 180	-675 157	-212 771	-505 874	-1 393 802
Titres mis en équivalence		58 862	64 907	123 769		62 664	64 907	127 571
Acquisitions d'actifs non courants	4 690	656		5 346	22 057	1 876		23 933
TOTAL ACTIF	22 224 876	2 798 228	-1 708 149	23 314 955	21 175 192	2 766 554	-1 638 072	22 303 674

Information sectorielle par zone géographique

En milliers de dirhams

	30/06/2021					31/12/2020						
	MAROC	AFRIQUE HORS MAROC	MOYEN ORIENT	AUTRES	ELIMINATIONS INTRA-GROUPE ET AUTRES RETRAITEMENTS	TOTAL	MAROC	AFRIQUE HORS MAROC	MOYEN ORIENT	AUTRES	ELIMINATIONS INTRA-GROUPE ET AUTRES RETRAITEMENTS	TOTAL
Chiffre d'affaires	3 153 644				-10 991	3 142 653	5 234 033				-25 412	5 208 621
Résultat d'exploitation	658 951				-45 829	613 122	107 848				80 758	188 606
Quote part dans les résultats des entreprises associées ou co-entreprises	1 562					1 562	6 776					6 776
Charge ou produit d'is	-240 236				8 822	-231 414	-35 235				36 847	1 612
Résultat net	410 022				-25 958	384 063	50 993				147 173	198 166
Capitaux propres	6 020 858				-988 172	5 032 686	5 700 648				-969 411	4 731 237
Dettes de financements	31 316				0	31 316	25 316				0	25 316
Placements	17 193 867				-2 429 836	14 764 031	16 563 105				-2 510 014	14 053 091
Amortissements d'actifs corporels et incorporels	-919 470				-521 710	-1 441 180	-887 928				-505 874	-1 393 802
Titres mis en équivalence	58 862				64 907	123 769	62 664				64 907	127 571
Acquisitions d'actifs non courants	5 346					5 346	23 933					23 933
TOTAL ACTIF	25 023 104				-1 708 149	23 314 955	23 941 746				-1 638 072	22 303 674

Building a better working world

37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT

83 Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

SAHAM ASSURANCE

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2021**

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la compagnie d'Assurances et de Réassurance SAHAM ASSURANCE S.A. comprenant le bilan et le compte de produits et charges relatifs à la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 4.585.509.584,47 dont un bénéfice net de MAD 189.401.062,34, relève de la responsabilité des organes de gestion de la société.

Cette situation a été arrêtée par le conseil d'administration le 31 Août 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société SAHAM ASSURANCE S.A. arrêtés au 30 juin 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 21 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

Les Commissaires aux Comptes

COOPERS AUDIT MAROC

Abdelaziz ALMECHATT
Associé

Building a better working world

37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT

83 Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

SAHAM ASSURANCE

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE
DES COMPTES CONSOLIDÉS ÉTABLIE AU 30 JUIN 2021**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire des comptes consolidés de la société SAHAM ASSURANCE S.A. et de ses filiales (Groupe SAHAM ASSURANCE MAROC) comprenant l'état de la situation financière, le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres, l'état des flux de trésorerie ainsi qu'un résumé des notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés de MMAD 5.033 dont un bénéfice net consolidé de MMAD 384.

Cette situation a été établie par le conseil d'administration le 31 Août 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe SAHAM ASSURANCE MAROC établis au 30 juin 2021, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 21 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

Les Commissaires aux Comptes

COOPERS AUDIT MAROC

Abdelaziz ALMECHATT
Associé

Le rapport financier semestriel tel que prévu par la circulaire de l'AMMC n° 03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières, est disponible sur le site web Corporate de la Compagnie : www.sahamassurance.ma/corporate

SAHAM Assurance - Société anonyme d'assurances et de réassurance au capital social de 411.687.400 de DH.
Entreprise régie par la loi n°17-99 portant code des assurances - siège social 216, Boulevard Zerkouni-20 000 Casablanca Maroc
RC Casablanca : 22.341 - CNSS : 167.8541 - Taxe professionnelle : 355.11.249 - IF : 01084025 - ICE : 000230054000034 - Tél : 0522 43 56 00 - Fax : 0522 20 60 81 - www.sahamassurance.ma

Commentaires des dirigeants

AU 30 JUIN 2021



SAHAM
Assurance

member of  **Sanlam** group

Table des matières

1- PRESENTATION DE SAHAM ASSURANCE	3
2- ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE ET FISCAL	3
3- ACTIVITE DE LA COMPAGNIE	4
4- CHIFFRE D'AFFAIRES	4
5- SINISTRALITE	5
6- COMMISSIONS	5
7- FRAIS GENERAUX	5
8- RATIO COMBINE	5
9- RESULTAT FINANCIER	5
10- RESULTAT SOCIAL	6
11- ENGAGEMENTS TECHNIQUES	6
12- EVOLUTION DES PLACEMENTS	7
13- FONDS PROPRES	7
14- PERSPECTIVES	7
15- FILIALES	8
16- COMPTES CONSOLIDES	8

1- PRÉSENTATION DE SAHAM ASSURANCE

SAHAM Assurance est une Compagnie d'assurance généraliste cotée à la bourse de Casablanca et faisant partie du Groupe Sud-africain SANLAM depuis 2018.

Présente sur le marché des assurances au Maroc depuis 1949, SAHAM Assurance est un acteur de référence actif sur la totalité des métiers de l'assurance Vie et Non Vie.

La Compagnie occupe aujourd'hui une position de leader dans le domaine de l'assurance Non Vie, Numéro 1 de l'automobile et de la santé.

Avec 480 agents généraux et bureaux directs, SAHAM Assurance dispose du réseau exclusif le plus étendu au Maroc, lui permettant d'assurer une présence régionale très forte et de développer au mieux une politique de proximité avec l'ensemble de ses clients.

2- ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE ET FISCAL

Le secteur connaît plusieurs évolutions réglementaires :

Loi relative à la protection sociale :

Sa majesté le Roi Mohammed VI a présidé le 14 avril la cérémonie de lancement de la mise en œuvre du projet de généralisation de la protection sociale. Le coût annuel de cette réforme est estimé à 51 milliards de dirhams.

Un calendrier sur 5 ans a été fixé pour la généralisation de la protection sociale.

Les principales dispositions de cette loi sont les suivantes :

- Fixation de la consistance de la protection sociale (protection contre les risques liés à l'enfance, octroi d'indemnités forfaitaires aux familles non-couvertes par cette protection, protection contre les risques liés à la vieillesse et à la perte d'emploi) ;
- Fixation des principes régissant la généralisation de la protection sociale (solidarité, non-discrimination, anticipation, participation) ;
- Fixation des axes de la généralisation de la protection sociale (assurance maladie obligatoire, élargissement de la base des adhérents aux régimes de retraite, généralisation de l'indemnité pour perte d'emploi, généralisation des allocations familiales au profit des familles qui n'en bénéficient pas) ;
- Fixation des mécanismes de financement de la protection sociale (mécanisme basé sur les cotisations pour les personnes en mesure de contribuer à cette protection, mécanisme basé sur la solidarité au profit des personnes qui ne sont pas capables de supporter le devoir de cotisation, création future d'un fonds d'affectation spéciale en vue de maîtriser les opérations comptables afférentes au soutien de l'Etat à la protection sociale) ;
- Institution de mécanisme de bonne gouvernance de la protection sociale, à travers l'obligation pour les pouvoirs publics d'assurer la convergence des différents régimes de protection sociale, notamment, à travers la création d'une entité unique pour la gestion de ces régimes, et l'obligation pour le gouvernement de créer un mécanisme de direction pour assurer le suivi de la réforme et de la coordination des interventions des parties concernées.

Loi relative aux sociétés anonymes :

- Renforcement de la parité hommes-femmes dans la composition du conseil d'administration ou du conseil de surveillance ;
- Obligation pour le président du conseil d'administration, et pour le président du conseil de surveillance, de convoquer à la réunion du conseil au moins deux fois par an ;
- Limitation de la durée du mandat des commissaires aux comptes des sociétés faisant appel public à l'épargne à 12 ans, avec interdiction, à l'expiration de cette durée, aux commissaires concernés de certifier les comptes des mêmes sociétés pendant les quatre années suivantes ;
- Possibilité pour les sociétés de garantir, par un engagement, l'emprunt obligataire de leurs filiales.

Loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :

Amendements ayant pour objet la mise en œuvre des recommandations du GAFI (Groupe d'action financière : organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme) :

- Elargissement du champ d'assujettissement de l'ACAPS : organismes de prévoyance sociale et toute entité habilitée à présenter des opérations d'assurance ;
- Elargissement de la fourchette du montant des sanctions pécuniaires et ajout de sanctions disciplinaires ;
- Création d'une commission nationale en charge du respect des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies ;
- Création d'un registre national des bénéficiaires effectifs des personnes morales ;
- Transformation de l'UTRF (Unité de traitement du renseignement financier) en Autorité ;
- Création de nouvelles autorités de supervision pour le secteur non financier (Départements ministériels) ;
- Nouvelles notions (gel des avoirs, bénéficiaires effectifs) ;
- Approfondissement des dispositions relatives au devoir de vigilance et de veille interne.

3- ACTIVITÉ DE LA COMPAGNIE

Le premier semestre de l'année 2021 a été marqué par les faits suivants :

Développement du self care :

- Enrichissement de l'application mobile avec de nouvelles fonctionnalités (relevés de situation épargne...) ;
- Lancement du nouvel espace client sur le site (consultations des contrats et sinistres automobile, MRH, santé et vie).

Qualité de service :

- Mise en place d'une gouvernance, désormais trimestrielle, de la qualité au niveau de l'entreprise ;
- Poursuite du projet de transformation du service client, s'inscrivant dans une logique de mise en place d'une relation client sans couture ;
- Refonte de l'écosystème des prestataires sinistres automobile matériels (amélioration de la qualité de service et optimisation des coûts).

Produits et services :

- Enrichissement de l'offre Assur'Auto Rabe7 afin de renforcer les avantages pour les clients fidèles et bons conducteurs ;
- Evolution de l'offre automobile Assur'Auto Entreprise à destination des Utilitaires et Poids lourds ;
- Poursuite de la digitalisation des processus automobile (gestion des sinistres corporels, production...) ;
- Lancement du nouveau produit AMC-CNSS ;
- Généralisation progressive de la Déclaration maladie en ligne à l'ensemble des assurés AMC ;
- Lancement de la dématérialisation de la prise en charge auprès des établissements conventionnés.

Autres projets majeurs :

- Déploiement et stabilisation de l'outil SAP S/4HANA ;
- Poursuite des travaux du projet IFRS 17 ;
- Accélération de la transformation de nos outils IT.

4- CHIFFRE D'AFFAIRES

A fin Juin 2021, SAHAM Assurance Maroc a réalisé un chiffre d'affaires global de 3 109 MMAD, en hausse de 8,3% par rapport à Juin 2020.

	Jun-21	Jun-20	Ecart en KMAD	Ecart en %
Vie	497 709	422 726	74 984	17,7%
Non Vie	2 611 700	2 447 207	164 493	6,7%
Total Général	3 109 410	2 869 933	239 477	8,3%

Le chiffre d'affaires semestriel de l'activité Vie s'est établi à 497,7 MMAD en hausse de 17,7% par rapport à Juin 2020, sous l'effet de la reprise de l'activité bancassurance.

Le chiffre d'affaires de l'activité Non Vie s'est établi à 2 611,7 MMAD, en hausse de 6,7% par rapport à Juin 2020 tiré principalement par l'automobile et les accidents corporels.

5- SINISTRALITÉ

Le montant des prestations et frais payés au cours du 1^{er} semestre 2021 s'est élevé à **2 007,2 MMAD** contre **1 827,6 MMAD** au 1^{er} semestre 2020 soit une hausse de **+ 10%** expliquée par l'impact du confinement sur la sinistralité du 1^{er} semestre 2020.

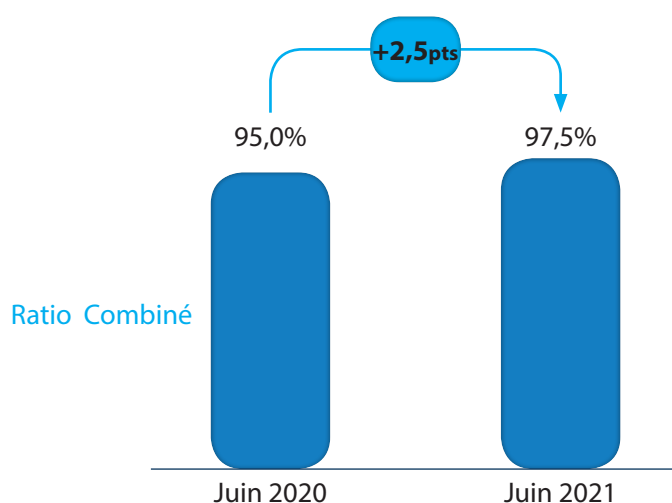
6- COMMISSIONS

Les commissions enregistrées se sont élevées au 30 Juin 2021 à **308,4 MMAD** dont **274 MMAD** en Non Vie et **34,3 MMAD** en Vie.

7- FRAIS GÉNÉRAUX

Durant le 1^{er} semestre 2021, les frais généraux se sont élevés à **335,8 MMAD** contre **313,7 MMAD** au 1^{er} semestre 2020 soit une hausse de **7,1%** s'expliquant principalement par l'impact du 2^{ème} tiers relatif à la dotation sur créances intermédiaires et assurés.

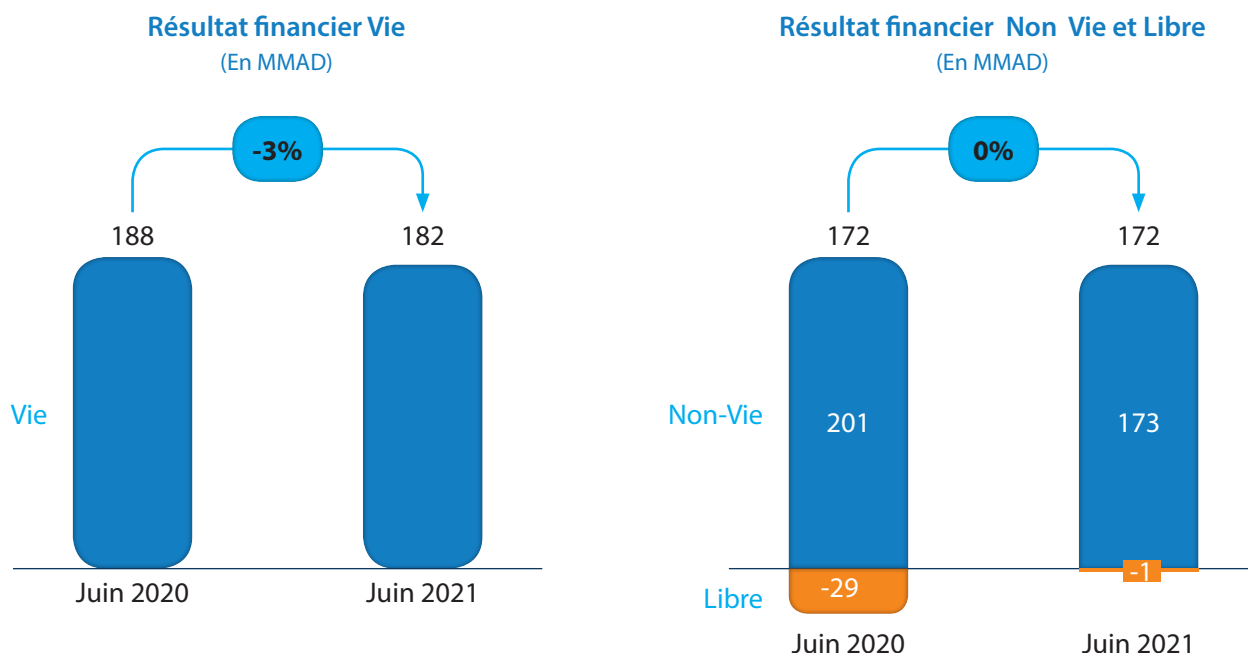
8- RATIO COMBINÉ



Durant le premier semestre 2021, le ratio combiné net s'est élevé à 97,5% en hausse de 2,5 points par rapport à la même période en 2020 tiré principalement par la hausse de la sinistralité ainsi que par l'impact de la dotation aux provisions intermédiaires et assurés.

9- RÉSULTAT FINANCIER

Durant le premier semestre 2021, le résultat financier des placements (y compris le libre) s'est élevé à **354,4 MMAD** contre **360,3 MMAD** durant le premier semestre 2020, soit une légère baisse de **1,6%** malgré un niveau de réalisation de plus-values actions moins important au cours du premier semestre 2021.

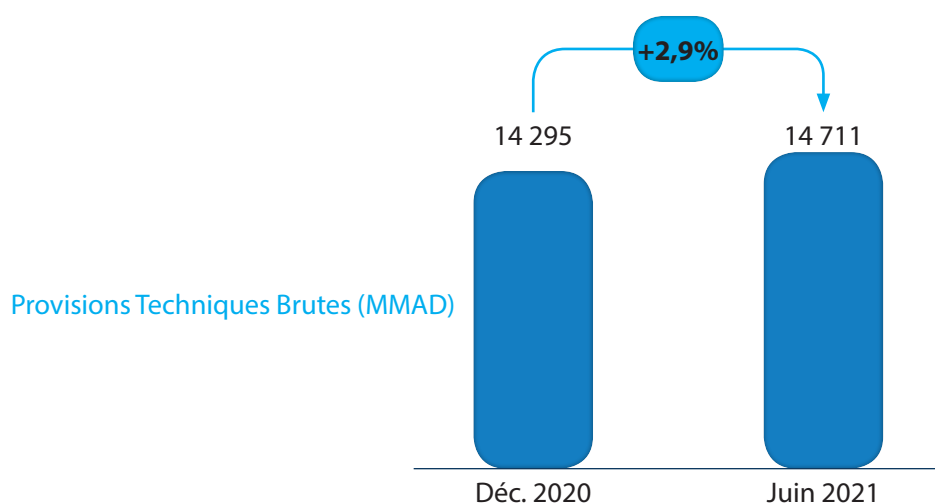


10- RÉSULTAT SOCIAL

Malgré un niveau de réalisation de plus-values actions moins important au cours du premier semestre 2021, le résultat net au 30 Juin 2021 s'est établi à **189,4 MMAD** contre **187,1 MMAD** réalisés durant le premier semestre de l'année 2020, soit une hausse de 1,2%.

EN MMAD	Réel S1 - 2021	Réel S1 - 2020	Variation En %
Résultat Net	189,4	187,1	1,2%
Primes acquises	2 747	2 528	8,7%
Ratio RN/PA	6,9%	7,4%	

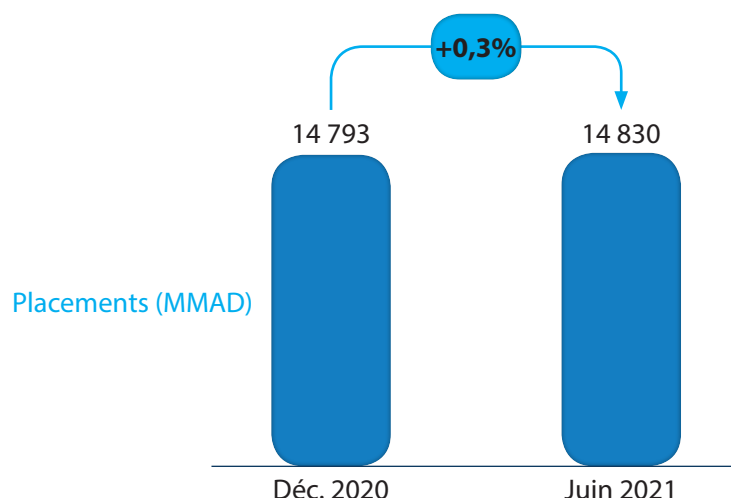
11- ENGAGEMENTS TECHNIQUES



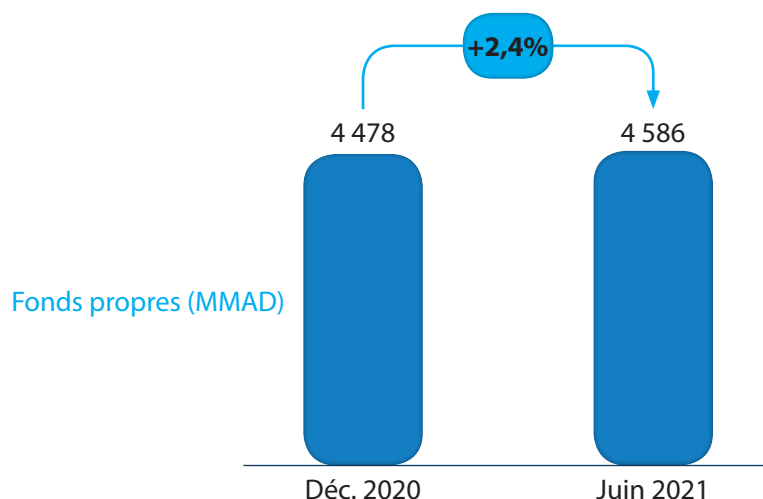
Au 30 juin 2021, les provisions techniques nettes de la part des cessionnaires ont évolué de +2,9% par rapport à fin décembre 2020.

12- EVOLUTION DES PLACEMENTS

Au 30 Juin 2021, les placements affectés aux opérations d'assurances se sont élevés à 14 830 MMAD, en évolution de +0,3% par rapport à fin décembre 2020.



13- FONDS PROPRES



Après la distribution de 20 DH de dividende par action au titre de l'exercice 2020, les fonds propres de la Compagnie se sont élevés à 4 586 MMAD à fin juin 2021, contre 4 478 MMAD à fin décembre 2020, soit une hausse de 2,4%.

14- PERSPECTIVES

Dans un contexte encore marqué par les incertitudes sanitaires, SAHAM Assurance a pu lors du 1^{er} semestre 2021 faire preuve de résilience et confirmer ainsi la croissance entamée depuis le début de l'année.

L'optimisme lié à la réussite de la campagne nationale de vaccination ainsi que les actions de redynamisation de la croissance menées par la Compagnie ont en effet permis de retrouver la dynamique ralentie par la crise sanitaire.

Ce premier semestre a également permis à la Compagnie de continuer sur sa lancée en matière d'innovation en améliorant constamment les services fournis aux clients. Des innovations qui ont d'ailleurs été accélérées par le contexte actuel et la nécessité d'autonomiser le client et de lui permettre de faire de plus en plus de démarches à distance. A titre d'exemple, la Compagnie a ainsi lancé un service de prise en charge dématérialisé, a démarré la généralisation progressive de la déclaration maladie en ligne à l'ensemble des assurés AMC et a également enrichi l'application mobile avec de nouvelles fonctionnalités (relevé de situation épargne...).

SAHAM Assurance table donc sur une forte croissance de ses résultats sur les 5 prochaines années, portée par sa stratégie, toujours plus axée autour de deux leviers majeurs : croissance profitable et qualité de service.

15- FILIALES

EN MMAD	Capital en KMAD	% de Contrôle	Méthode de consolidation
SAHAM ASSURANCE (SOCIÉTÉ MÈRE)	411 687	100%	IG
SAHAM ASSET MANAGEMENT	5 000	100%	IG
SAHAM HÔTELS	121 238	100%	IG
LUXOR	92 667	100%	IG
RYAD PARTNERS	394 000	100%	IG
TERTIA	125 100	100%	IG
AGDAL SALÉ	217 854	100%	IG
TAMARIS GARDEN	77 726	100%	IG
ESPACE DÉVELOPPEMENT	272 405	100%	IG
SAHAM ASSISTANCE	50 000	25%	ME
PARTICIPATION KHALLADI	131 514	100%	IG
ERRAHMA	396 596	100%	IG

16- COMPTES CONSOLIDÉS

	Juin-21	Juin-20	Variation
PRIMES ACQUISES	2 746 673	2 527 680	218 993
AUTRES PRODUITS HORS ACTIVITÉ D'ASSURANCE	33 247	37 961	-4 714
RÉSULTAT NET DE PLACEMENT	756 727	-212 828	969 555
CHARGES TECHNIQUES DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE	-2 053 056	-1 646 268	-406 788
RÉSULTAT NET DES CESSIONS EN RÉASSURANCE	-179 924	-160 396	-19 528
FRAIS D'ACQUISITION DES CONTRATS	-308 367	-287 566	-20 801
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-384 305	-384 541	236
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	2 127	-41 126	43 253
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	613 122	-167 084	780 206
RÉSULTAT NET DE CHANGE	41	29	12
CHARGES DE FINANCEMENT	752	709	43
QUOTE PART DANS LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES OU CO-ENTREPRISES	1 562	5 478	-3 917
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	-231 414	56 902	-288 317
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	384 062	-103 966	488 028
INTÉRÊTS MINORITAIRES	1	1	0
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	384 063	-103 965	488 028

PASSIF	Juin-21	Déc.-20	Variation
CAPITAL	411 687	411 687	-
PRIMES D'ÉMISSION ET DE FUSION	1 169 922	1 169 922	-
RÉSERVES CONSOLIDÉES	3 066 958	2 951 416	115 542
RÉSULTAT NET-PART DU GROUPE	384 063	198 166	185 898
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	5 032 630	4 731 190	301 440
INTÉRÊTS NON ASSORTIS DE CONTRÔLE	46	47	-1
CAPITAUX PROPRES	5 032 676	4 731 237	301 439

Le résultat net part du groupe a enregistré une augmentation de +469,4 % passant de -104 MDH au 30 Juin 2020 à 384,1 MDH au 30 Juin 2021, sous l'effet de la reprise des marchés financiers.

www.sahamassurance.ma



SAHAM
Assurance

member of  **Sanlam** group

CONTACT PRESSE :

Aicha LEBSIR

Directeur Marketing & Communication de Sanlam Pan Africa

aicha.lebsir@ma.sanlam.com

00212 664 725 497

Société anonyme d'assurances et de réassurance au capital social de 411.687.400 de DH.

Entreprise régie par la loi n° 17-99 portant code des assurances - siège social 216, Boulevard Zerktouni - 20 000 Casablanca Maroc
RC Casablanca : 22.341. CNSS : 167.8541 - Taxe professionnelle : 355.11.249 - IF : 01084025 Tél. : 0522 47 40 40 - Fax : 0522 20 60 81